La répression de Barcelone

Donc le 23 juillet, les organisations ouvrières de Barcelone résolurent de proclamer la grève générale dans toutes les grandes villes d'Espagne, afin d'entraver la mobilisation des troupes, et de permettre aux paysans de se soulever à leur tour contre une guerre impopulaire.

Seulement, pour faire une grève générale, il ne suffit pas de la décréter, il faut l'organiser. Il n'est pas nécessaire que l'immense majorité de la classe ouvrière soit embrigadée d'avance dans des syndicats ou des partis politiques nombreux : il suffit qu'elle se sente lésée dans ses intérêts vitaux par une maladresse du gouvernement et que, prise entre deux maux, une guerre absurde et une révolte facile, elle se décide d'instinct pour la révolte.

Mais alors pour que le mouvement soit général et rapide, il faut qu'elle trouve dans chaque ville un centre de ralliement, des militants connus qui donnent l'impulsion, bref, comme on dit dans l'armée, des cadres[1]Il n'est même pas nécessaire que les militants qui forment ces cadres professent les mêmes idées politiques ou sociales que la majorité qu'ils entraînent.
Lors du lock-out de Fougères, sur 12.000 ouvriers 1.200 seulement étaient syndiqués, et 400 seulement votaient pour un candidat socialiste. Et pourtant quand le lock-out fut proclamé, on vit ces 7.000 bretons catholiques et électeurs progressistes se laisser conduire seulement par des orateurs socialistes et syndicalistes et chanter l'Internationale (quoique progressistes !) comme un défi aux patrons. L'excitation de la lutte porte ainsi rapidement les foules les plus modérées vers les partis les plus avancés. Les militants doivent savoir en profiter. Mais ils ne doivent pas perdre de vue que cette excitation est passagère, et tombera avec la fin de la crise.

Les ouvriers barcelonais avaient à leur disposition deux sortes de cadres : les partis politiques et les syndicats. Ils s'adressèrent d'abord aux premiers.

Le mouvement libéral est assez vif en Espagne, surtout dans les villes ; il a à la Chambre de nombreux représentants.

Malheureusement, il s'est produit au-delà des Pyrénées le même malentendu qu'en bien d'autres pays : les députés de l'opposition, dans les meetings, à la tribune expriment, parfois même avec éloquence, les aspirations populaires. Mais dans les couloirs, dans les commissions, ils sont obligés de compter avec le pouvoir. La faveur des foules est instable ; elle ne se maintient qu'à l'aide de menues faveurs administratives : congés militaires, bourses, subventions diverses habilement distribués. Un préfet petit aider beaucoup même un candidat de l'opposition ; il peut lui nuire plus encore. Et c'est ainsi qu'en tous les pays, les chefs des partis les plus « avancés » deviennent à la longue inévitablement d'excellents « hommes de gouvernement ».

En Espagne en particulier, la situation du parti libéral était délicate. Son chef, M. Moret, le plus grand avocat d'affaires de Madrid, n'avait-il pas signé, comme premier ministre, l'accord franco-marocain de 1904 ; et le président du Conseil des Mines du Riff, l'homme pour les intérêts de qui on avait engagé cette guerre meurtrière, le comte de Romanones, n'était-il pas député et ancien ministre des affaires étrangère, dans un cabinet libéral ? Dans ces conditions, il était bien difficile aux libéraux de combattre le gouvernement sur ce terrain. Ils protestèrent bruyamment dans leurs journaux contre l'aventure marocaine – parce qu'il faut toujours parler comme ses électeurs – mais, ils décidèrent de ne pas agir, et effectivement ne firent rien.

Les républicains, autrefois puissants dans l'armée, en ont été à peu près éliminés depuis que les généraux ont fait la paix avec les jésuites. Ils ont encore – grâce aux loges

maçonniques – une certaine puissance électorale (32 sièges à la Chambre et 1 au Sénat). Mais ils ont renoncé à la politique de coup d'État qui leur avait permis pendant deux ans, sous Salmeron et Zorilla – le maître de Ferrer – d'imposer à l'Espagne la République. Ils ont appris peu à peu à connaître les mille petits profits dont peut jouir une opposition qui sait rester « légaliste » et « raisonnable ». Même à Barcelone, les républicains se sont rapprochés du pouvoir. Salmeron, l'ancien président de la République, est traité en toute occasion par Alphonse XIII et sa cour avec une déférence respectueuse. Au reste, Alexandre Lerroux, le grand tribun du parti, avait été obligé de s'exiler en Argentine, et Sol y Ortega, le seul et unique sénateur républicain, la forte tête des partis avancés, *devait son siège de sénateur au comte de Romanones*[2]Voici comment un grand journal bourgeois, les Nouvelles (n° du 24 octobre) explique ce phénomène qui n'est pas aussi extraordinaire qu'on pourrait le croire : « En Espagne, dit le correspondant barcelonais de ce journal. sauf pour la Catalogne, les élections sont le produit du caciquisme, c'est-à-dire que dans chaque circonscription, il existe une personnalité toute puissante, le cacique qui donne les sièges soit à un conservateur soit à un libéral selon que l'un ou l'autre partis est au pouvoir.

« Or, la Catalogne étant parvenue à secouer le joug du caciquisme, les élections s'y font librement. Il en résulte que, au grand mécontentement du reste de l'Espagne, les élus catalans sont des « autonomistes » qui ne se rattachent que très indirectement aux grands partis nationaux. Seul le groupe républicain radical auquel appartient M. Sol y Ortega n'est pas catalaniste (pour l'indépendance de la Catalogne). C'est pourquoi, afin de battre en brèche les autonomistes de Catalogne, le parti libéral a offert un siège au Sénat à M. Sol y Ortega.

Et c'est M. de Romanones, le puissant et richissime libéral, qui des trois mandats de sénateur dont il était à lui seul donné celui de Guadalajara au républicain catalan « sans que

les électeurs aient été consultés ».
On comprendra alors pourquoi le sénateur radical s'est abstenu de combattre contre les mines de son noble patron.. Quant aux socialistes, ils sont encore peu nombreux, leur rayon d'action ne dépasse guère la Catalogne et Madrid. Et Iglesias, leur chef, se fit arrêter dès le début du mouvement pour un violent discours contre la guerre dans le meeting du 18 juillet. Ainsi, qu'ils l'aient voulu ou non, tous les hommes politiques s'abstinrent, et toute la charge d'organiser le mouvement retomba sur les organisations ouvrières.

Le 23 juillet, elles se réunirent en comité secret à la Maison du Peuple, et le soir même, elles envoyaient des délégués dans toute la région et à Saragosse, Gerone, Terragone et jusqu'à Valence.

Malheureusement, le syndicalisme, en Espagne, est encore dans l'enfance ; il n'y a presque pas de grande industrie dans ce pays, la population ouvrière y est faible et clairsemée, le pays passionné de politique, l'organisation presque nulle. Partout, les délégués trouvèrent la population bien disposée, mais aucune organisation.

Or, pour lancer et surtout pour soutenir un mouvement révolutionnaire, il ne suffit pas de rencontrer des bonnes volontés : il faut, comme nous l'avons dit, des cadres. Et il n'y en avait pas.

Pour mettre sur pied l'armée révolutionnaire, les militants des divers centres d'Espagne demandèrent une semaine. Il fut convenu que la grève générale éclaterait dans toute l'Espagne le lundi 1er août. Faute inévitable, mais faute grave, qui devait faire échouer l'insurrection.

Dans la guerre civile, comme dans la guerre étrangère, la victoire est à celui qui prend l'offensive, car s'il réussit en pénétrant chez l'adversaire à entraver sa mobilisation, il s'assure du coup et pour tout le reste de la campagne un

avantage inestimable.

Le gouvernement avait huit jours devant lui pour empêcher la mobilisation ouvrière : il ne perdit pas une minute.

Le 26 juillet, il proclamait l'état de siège, non seulement à Barcelone, mais encore à Terragone et à Gerone, grandes villes voisines que la contagion révolutionnaire pouvait gagner.

Puis, le lendemain 27, le roi, par décret, suspendait les garanties constitutionnelles dans toute l'Espagne[3]Ceci donne la mesure de la confiance qu'on peut avoir dans les Constitutions soi-disant libérales ; elles garantissent la liberté des citoyens en temps calme, c'est-à-dire quand les gouvernements n'ont aucune raison d'y attenter. Mais aux époques troublées, alors qu'on aurait besoin plus que jamais de leur protection, les gouvernements les suspendent....

« Le gouvernement, disait-il, a acquis la preuve que des agitateurs cherchent à tout prix à produire un mouvement séditieux dans toute l'Espagne avec un caractère nettement révolutionnaire afin d'empêcher le mouvement des troupes et d'entraver l'action du gouvernement surtout en ce qui concerne la campagne de Melilla. »

En raison de quoi, il interdisait dans tout le pays les réunions et les meetings, défendait aux journaux de publier les nouvelles de la guerre marocaine, sauf les dépêches officielles, arrêtait à la frontière les journaux étrangers, suspendait les feuilles avancées, interceptait les télégrammes et les lettres suspectes. Enfin, par surcroît de précautions, il mettait en prison les militants les plus connus de chaque ville.

Du coup, les Bourses du Travail se trouvaient isolées les unes des autres, incapables de se concerter en vue d'un mouvement d'ensemble ; d'autre part, les syndicats, dans chaque ville, étaient incapables de se réunir, de se concerter et d'entrer

en contact avec le reste de la population qui ne demandait qu'à marcher.

La mobilisation ouvrière devenait impossible. Et ce fut le premier succès du gouvernement.

Mais pour pouvoir suspendre les garanties constitutionnelles, il fallait à M. Maura un prétexte sérieux. On ne peut arrêter net la vie politique d'un pays comme l'Espagne sans déranger beaucoup d'habitudes, froisser de nombreux sentiments, léser de graves intérêts.

En fait, politiciens dont on gênait l'action, journalistes dont on supprimait les journaux, particuliers dont on ouvrait ou retardait les lettres et les télégrammes, commerçants dont on entravait les affaires en jetant la panique dans l'opinion n'ont pas encore pardonné au cabinet conservateur le trouble qu'il a jeté dans leurs affaires.

En agissant ainsi, M. Maura risquait de tourner contre lui-même la bourgeoisie paisible qu'il voulait détourner de l'agitation. Et jamais il n'aurait osé prendre une telle décision, s'il n'avait eu pour se justifier aux yeux de l'opinion un motif sérieux, ou tout au moins un prétexte plausible.

Les révolutionnaires barcelonais commirent la grosse faute de le lui fournir.

Du moment où la mobilisation ouvrière n'était pas prête, il était de la plus élémentaire prudence de ne pas donner l'éveil à l'adversaire par une attaque immédiate. Malheureusement, alors que la grève générale était décidée dans toute l'Espagne pour le 1er août, Barcelone entra en révolution dès le 26 juillet.

Cette faute, il est probable que les chefs des organisations ouvrières, réunis à la Maison du Peuple, la comprirent et la déplorèrent immédiatement. Mais sans doute il n'étaient pas

maîtres de la foule. Les soldats étaient là, ils allaient s'embarquer, bétail à boucherie, sur les grande paquebots en partance pour l'Afrique ; d'autres allaient les suivre. Il fallait empêcher cela. Les femmes descendaient dans la rue, insultaient les officiers, arrachaient aux soldats leurs armes ; des réservistes jetaient leurs fusils ; des coups de revolvers étaient tirés sur la police. On sait l'excitation que produit sur la foule la vue du sang : les hommes les plus paisibles, les femmes les plus timides sont possédés soudain de la grande folie des batailles. Il y avait de sanglantes bagarres dès le dimanche ; le lundi matin, des groupes – où l'on remarquait beaucoup de femmes – s'en allaient d'usine en usine débaucher les ouvriers. Dans l'après-midi, on se battait sur la Rambla. Le soir, le capitaine général se retirait dans la forteresse de Montjuich. L'émeute était maîtresse de la ville et la Révolution était perdue.

En effet, ce jour-là même, le gouvernement de Madrid suspendait les garanties constitutionnelles dans tout le pays, décrétait l'état de siège dans les villes voisines ; et, tandis qu'il entravait ainsi le soulèvement général qui n'était pas prêt, il prenait des mesures pour écraser Barcelone isolée. De Terragone, de Saragosse, de Madrid, des troupes accoururent pour mater les insurgés ; elles arrivèrent lentement, les lignes de chemin de fer étant coupées, mais elles arrivèrent.

Après quatre jours d'une héroïque résistance, les ouvriers, cernés par sept mille hommes de troupes, débusqués de leurs barricades par l'artillerie, décimés par les fusils à répétition, étaient contraints de cesser la lutte. Au matin du 1er août, jour où la grève générale devait éclater dans toute l'Espagne, Barcelone, devait donner le signal, était déjà vaincue...

Résultat inévitable d'une fatale erreur ! Que dire d'un gouvernement qui déclarerait la guerre huit jours avant que sa

mobilisation fût prête ? Sans nul doute, les chefs ouvriers, comprirent cette faute ; ils auraient voulu l'éviter. Mais ils ne furent pas maîtres de la foule. Et c'est là la grande difficulté des mouvements révolutionnaires : il faut régler l'élan des masses et les nécessités d'une froide tactique ; il faut à la fois de la discipline et de la passion et plus de discipline encore que de passion. Et les foules emportées par l'une sont rebelles à l'autre.

La journée du 1er août fut une journée de tristesse pour toute l'Espagne ouvrière. La veille au soir, le gouvernement qui, seul, parlait par les journaux et les agences – toute contradiction étant interdite par la censure – annonça que Barcelone était vaincue. À quoi bon alors entreprendre la grève générale projetée ? À peine s'il y eut, à Madrid, quelques grèves de maçons et de terrassiers, vite réprimées. On ne voyait sur les lignes de chemin de fer que des trains pleins de soldats, filant sans cris ni chants vers Barcelone.

Ici se pose une question capitale : comment le gouvernement, qui ne trouvait pas de soldats pour combattre les Maures, en trouva-t-il pour fusiller les Espagnols ? Comment, trouvant ses troupes rebelles à la guerre étrangère, les trouva-t-elle disposées à la guerre civile ?
C'est ici qu'il faut considérer l'art de manier et retourner l'opinion.

Cratès